

La CES rencontre la Présidente en exercice du Conseil de l'UE (16.3.12)

16 mars 2012 (CES en ligne)- La secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats, Bernadette Ségal, a rencontré la Première ministre danoise et actuelle présidente du Conseil de l'Union européenne, Helle Thorning-Schmidt le 13 mars dernier. Les discussions ont essentiellement porté sur la situation économique actuelle. Pour la CES, la sortie de crise réside dans la croissance durable et non dans l'austérité.

Lors de sa rencontre avec l'actuelle présidente du Conseil de l'Union européenne, Bernadette Ségal a voulu porter la voix du mouvement syndical européen. La secrétaire générale de la CES a exprimé sa plus vive préoccupation sur la détérioration de la situation économique et sociale et ses conséquences désastreuses sur les travailleurs. L'austérité s'est révélée être complètement inefficace. Elle fabrique davantage de précarité et d'inégalités et met à mal le modèle social. La présidence danoise doit prendre en considération cette réalité et peser de tout son poids pour donner une autre orientation à l'Europe si l'on veut que le projet européen reste crédible aux yeux des citoyens.

La CES a fait remarquer à la présidence danoise que les mesures d'austérité faisaient l'objet de dispositions très précises et de court terme à la différence de la croissance. Bernadette Ségal a toutefois reconnu que la croissance était désormais prise en compte dans le vocabulaire européen, mais qu'elle restait encore abordée de façon trop vague. Aucun objectif précis ne lui est associé. La CES plaide pour un plan de relance en faveur d'une croissance durable et d'emplois de qualité. Une attention particulière doit être portée sur l'emploi des jeunes qui paient le prix fort de la crise.

La secrétaire générale de la CES s'est également inquiétée du retard pris par certaines initiatives législatives européennes liées au marché intérieur (directive sur le détachement des travailleurs et Monti II). Il a été rappelé à la présidente du Conseil de l'UE que ces propositions devaient contenir des dispositions sociales fortes et clarifier la relation entre les libertés économiques et les droits sociaux fondamentaux. Ces propositions doivent aussi répondre aux engagements du Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso. Il s'était, en effet, prononcé en faveur des droits sociaux fondamentaux et à s'être engagé à adopter un cadre juridique pour lutter contre le dumping social en Europe. La CES attend toujours que les paroles soient mises en actes.

La Confédération européenne des syndicats (CES) parle d'une seule voix au nom des intérêts communs des travailleurs au niveau européen. Fondée en 1973, elle représente aujourd'hui 85 organisations syndicales dans 36 pays européens ainsi que 12 fédérations sectorielles.